

heβδο communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Charlie Hebdo
Le moment du procès

p.4

Plan de relance

Inequitable et inefficace



2€ - N°3847 - Semaine du 11 au 17 septembre 2020



• **PCF 66**

combatif face au monde d'après p.8

• **Josep**

Emouvant « film dessiné » p.10

Inquiétantes pratiques politiques



La communauté urbaine Perpignan Méditerranée serait-elle en train de devenir le laboratoire de la recomposition politique dans le département ?

La question se posait déjà lors de l'élection de son président en juillet dernier, et de ses vice-présidents. Le candidat de la droite, Robert Vila maire de Saint-Estève a été élu dans la douleur, et on a pu voir le poids que prenait le maire du Barcarès, Alain Ferrand, se retrouvant premier vice président et visiblement bien décidé à jouer un rôle de premier plan. L'autre élément important de cette session a été une vice présidence au maire RN de Perpignan. Pour ce faire il a fallu que des voix d'élus de droite se joignent aux 31 du RN. Dans le même temps, Jean Vila, maire communiste de Cabestany, se voyait barrer la route d'une vice-présidence pourtant largement légitime au vu de l'importance de sa commune.

Le jeudi 3 septembre a été réitéré le même type d'opération pour l'élection des représentants de la CU à l'Office HLM Perpignan Méditerranée. Encore une fois 17 élus de droite et les élus RN rassemblés ont fait élire Louis Aliot et une de ses colistières au conseil d'administration de l'Office HLM. Idem pour la future SA HLM Habitat qui doit remplacer l'Office. Dans la foulée, Jean-Marc Pujol, qui voulait rester dans cette structure, s'est fait dégager par ses petits camarades.

On assiste donc à un renouvellement du personnel politique local. Certes, les municipales sont passées par là, un maire RN a été élu à Perpignan mais que se passe-t-il chez LR ? Les guerres intestines se poursuivent en même temps que la frontière, fragile, entre la droite et son extrême, est de plus en plus poreuse. On a ici une droite prête à tout, oublieuse de l'histoire. Quelles tractations ou sombres calculs politiques se cachent derrière tout cela ? Une bien piètre image de la politique. A l'évidence la proximité des élections départementales et régionales est dans toutes les têtes et ne manque pas d'aiguiser des ambitions

Quoiqu'il en soit, une chose est sûre, les habitants de Perpignan et du département n'ont rien de bon à attendre de ces drôles d'arrangements.

Annonces

Die in de SOS Méditerranée

Samedi 12 septembre à partir de 9h30 plage Saint-Vincent à Collioure
Avec lectures et témoignages. Un die in est la mise en scène de la conséquence d'un naufrage (des cadavres échoués). Venez avec le masque, un vêtement orange ou un drap blanc.

Élections municipales à Caudiès-de-Conflent

Dimanche 13 septembre

Journée interprofessionnelle de grève et de manifestation

Jeudi 17 septembre. Rassemblement 10h30 place de la Victoire.

UPTC. Conférence de Roger Martelli : « Les stratégies du Parti communiste français »

Vendredi 18 septembre à 18h30. Travailleur Catalan – 44 avenue de Prades – Perpignan

Assemblée générale extraordinaire de Femmes solidaires 66

Samedi 19 septembre à 15h. Local de Femmes solidaires - 25, rue Julien Panchot - Perpignan

8° Alter-Marché

Samedi 19 septembre de 17h à 20h. Salle municipale – 1, rue des Calanques - Perpignan

Vente de thés et infusions de Fraliberté

Vendredi 25 septembre de 17 à 19h, 44 avenue de Prades

Fête de l'Huma 2020

La fête de l'Huma 2020 aura bien lieu cette année, mais autrement, les 11, 12 et 13 septembre (*). Elle aura la même ambition pour son succès populaire. C'est une bonne chose de pouvoir échanger, dans le contexte inédit de cette rentrée, avec la crise sanitaire, l'accélération de la crise économique et sociale et les réponses ultralibérales du gouvernement et du patronat.

La situation appelle à multiplier les lieux de débat, de confrontation d'idées avec toutes celles et ceux qui aspirent à sortir de ce modèle économique pour répondre enfin aux urgences sociales et écologiques. La fête donne aussi place au monde de la culture qui est privé d'espaces de diffusion et de rencontre.

L'ensemble de la fête sera retransmise sur une plateforme numérique (<https://fete.humanite.fr/>).

Pour la financer, un bon de soutien de 25 € est disponible, dont 5 € seront reversés au Secours populaire français. L'achat de ce bon de soutien permet aussi de recevoir un très beau hors-série de l'Humanité sur l'histoire de la Fête. Le montant du bon de soutien acheté sera défiscalisé. On peut se procurer le bon de soutien au Travailleur Catalan (44, avenue de Prades – Perpignan) ou auprès des militants communistes.

(*). Le programme complet de la fête : https://www.humanite.fr/sites/default/files/tap_fete_septembre_2020_complet.pdf

Le Travailleur Catalan	
44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 - mail : letravailleurcatalan@letc.fr Site : www.letc.fr Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039	
Gérant et directeur de publication René Granmont	Illustrations : © Delgé Impression Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Administrateur Remi Cathala	Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault
Conception Priscilla Beauclair	Publicité Richard Siméon
Une : © infographie - Nicolas Movala	



Journal Le Travailleur Catalan

Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER	FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER
<input type="checkbox"/> 6 mois : 40€ <input type="checkbox"/> 1 an : 78€	Site+papier <input type="checkbox"/> 1 an : 100€ Site <input type="checkbox"/> 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Le site du Travailleur Catalan est de nouveau en ligne sous www.letc.fr

suivez-nous sur



« France relance ».

Un plan sans contrepartie pour le patronat

Économie. Des centaines de milliards d'euros déversées sur les entreprises, 100 milliards supplémentaires pour ce nouveau plan.

Proclamées vides hier, les caisses de l'État semblent sans limite aujourd'hui. Ce pourrait être pourtant l'occasion de transformer en profondeur l'organisation de la production en exigeant des droits nouveaux d'intervention des salariés et des citoyens sur la marche des entreprises.

L'utilisation de l'argent public

Sans surprise, le gouvernement refuse d'emprunter une voie de d'intérêt général. S'il a changé son approche de la dépense publique, c'est avant tout pour relancer le système capitaliste et sa mondialisation libérale.

Les milliards en jeu appartiennent pourtant aux Français. Ils sont le fruit de leur travail, de leurs impôts. Ce serait à eux de décider de leur affectation pour les

mettre au service de l'investissement, de l'emploi, des services publics, du climat...

Alors que l'on attend 800.000 chômeurs supplémentaires, le plan de relance « a pour objectif de créer 160.000 emplois en 2021 ». Même si le Premier ministre martèle : « relancer l'économie et lutter contre le chômage », le compte n'y est pas. On se rappelle de la promesse non tenue de Pierre Gattaz, ancien patron du Medef, de créer un million d'emplois en échange d'une « baisse du coût du travail » bien réelle.

100 milliards qui s'ajoutent aux 460 déjà engagés

Dans le détail, 20 milliards d'euros ont été annoncés pour baisser les impôts à la production, 33 milliards pour la compétitivité, 30 milliards pour la transition écologique, 40 milliards pour la ré-industrialisation, 25 milliards pour les PME et TPE, 2 milliards pour la culture... Cela dépasse les 100 milliards mais différents « postes » se recourent. Ils s'ajoutent aux 460 milliards d'euros de dispositifs d'urgence mobilisés depuis le début de la crise.

Entendre que l'aéronautique était aidée à hauteur de 8 milliards et apprendre dans la foulée qu'Airbus allait supprimer 5.000 postes en France, la pilule a du mal à passer. Idem pour Renault et d'autres. Voir de l'argent public ainsi distribué sans contrainte provoque la colère. Bruno Le Maire jure désormais que des contrepar-

ties seront demandées : « Si on met en place des prêts participatifs de 7 ans qui sont coûteux pour l'État, nous allons fixer des contreparties environnementales ». Sauf que... Quand il s'adresse au grand patronat, ce gouvernement ne veut jamais rien imposer.

Les limites du plan « France relance »

Un des objectifs de ce plan est de « produire plus sur le sol national pour réduire la dépendance ». Cette relocalisation est vue à minima. Elle ne va porter que sur « onze marchés clés identifiés », parmi lesquels les batteries électriques, les biotechnologies, le traitement des déchets, les ordinateurs quantiques... Mais rien pour empêcher les fermetures d'entreprises et les délocalisations en cours.

Deux milliards seulement pour la culture sur un plan à 100 milliards. C'est bien maigre ? Mais sur le sujet, Jean Castex rétorque : « il ne faut pas regarder les choses ainsi. Pouvez-vous prétendre par exemple que rien dans la revalorisation de 100 euros que nous avons fait de la prime de rentrée scolaire n'échoira au secteur culturel ? Non ! ». Quel rapport ? Aucun.

Pour conclure, le Premier ministre s'énerve en affirmant que « les acteurs concernés expriment plutôt une vive satisfaction » avant de déclarer pour se dédouaner : « On est en France et le compte n'y est jamais. Mais nous avons fait des efforts substantiels. »

Dominique Gerbault

Bientôt 800 000 chômeurs supplémentaires, le plan de relance « a pour objectif de créer 160 000 emplois en 2021 ».



© Image extraite vidéo site gouvernement.

L'A.P.C, l'arme « fatale » de régression sociale

Social. De nombreuses entreprises de l'hexagone utilisent aujourd'hui un nouveau dispositif du code du travail pour ajuster leur rentabilité. C'est l'A.P.C, Accord de Performance Collective.

« L'A.P.C, c'est la véritable deuxième vague du COVID-19 » déclarait récemment un responsable syndical CGT.

Ce dispositif trouve ses origines dans les cinq ordonnances Macron, prises entre septembre et décembre 2017, « outils de destruction du code du travail ». L'A.P.C est l'une de ces ordonnances.

L'effet d'aubaine pour, soi-disant, « Sauver l'entreprise ! »

Comme entendu sur France-Info, « Dès juin 2019, 142 entreprises avaient déjà signé un accord (371 entreprises, entre janvier 2018 et juin 2020). De PSA à Générali, en passant par Schneider Electric, toutes ont bénéficié de ce dispositif. Les directions ont pu ainsi imposer les efforts de productivité souhaités, obtenant l'accord de syndicats représentant plus de 50 % des salariés. Ces accords concernent le temps de travail, les salaires et la mobilité des employés. Au

nom de la survie des entreprises !... ». Ces accords d'entreprises se « substituent de plein droit aux clauses précédentes des contrats de travail contraires et incompatibles, y compris en matière de durée du travail (exit les 35 h), en matière de rémunération et de mobilité professionnelle ». Le but est clair : faire baisser la rémunération du travail, le très fameux « coût » à l'origine, bien entendu, des difficultés de l'entreprise. Le salarié qui refuse de signer, qui n'accepte

pas la modification de son contrat, sera licencié pour « cause réelle et sérieuse », notion nouvelle dans le droit du travail. Il ne pourra bénéficier des dispositions relatives au « licenciement économique ». Cet objectif « d'ajustement » n'est pas le seul. Il y a aussi celui, plus idéologique, de « congeler durablement les revendications des salariés au nom d'une guerre sanitaire mais aussi économique contre le COVID » précise Stéphane Sahuc dans l'Humanité.

Un exemple récent éclaire la tendance

Chez Derichebourg Aeronotics Services, d'après l'Humanité, FO, le syndicat majoritaire, a signé l'accord. Les 163 salariés qui ont refusé seront licenciés, pour « cause réelle et sérieuse ». La prime de transport a été supprimée ainsi que les indemnités repas, le treizième mois a disparu pour les salaires supérieurs à 2,5 Smic. « Ce ne sont ni plus ni moins que des licenciements déguisés » déclare un délégué UNSA de l'entreprise. Mais, « C'était l'A.P.C ou 700 licenciements ». D'après les syndicats « l'entreprise ne connaissait pas de difficultés particulières. Le COVID a bon dos ».

Même chose chez DSI (Distribution service industriel), entreprise de bureau-tique adaptée

La stratégie du choc est en marche. Plus besoin désormais de justifier de difficultés économiques.



© facebook/airbus et aéronautique en danger à Toulouse.

Derichebourg Aeronotics à Toulouse a signé l'accord. Les 163 salariés qui ont refusé seront licenciés.

Michel Marc

« Nous ne renoncerons jamais ! »

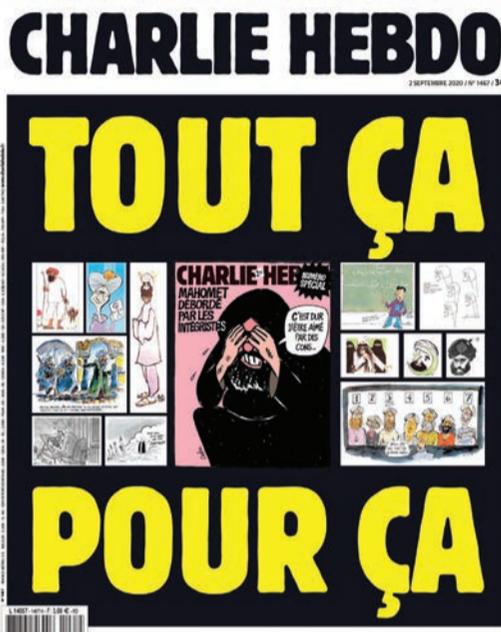
Charlie. « *Tout ça pour ça* »... Alors que s'ouvre le procès des attentats de janvier 2015, la Une de Charlie Hebdo exprime en une formule laconique l'horreur et la dérision.

La salle de rédaction de Charlie Hebdo bouillonnait, ce 7 janvier 2015, comme chaque mercredi matin. A travers leurs dessins, leurs textes, ils s'évertuaient jour après jour à nous préserver

du pire des maux : la résignation. En « effaçant » ces humains en quelques minutes, les barbares ont tenté de rendre illicites la pensée, la parole, la critique et le talent. Un carnage commis au nom d'une idéologie totalitaire nourrie dans les entrailles d'une religion. De menaces de mort en assassinats, depuis 25 ans, la haine ronge notre société de l'intérieur, et attaque les valeurs universelles qui fondent la République. D'autres carnages leur ont déjà succédé, souvenons-nous de l'horreur au Bataclan le 13 novembre de la même année, une jeunesse aveuglément massacrée.

et la mort. Ils sont d'ailleurs nombreux sur le banc des accusés, et à travers leurs déclarations à la demande de la Cour, se dessine un monde accablant, tissé de violences, où le cœur et l'esprit sont absents, où l'existence même d'autrui est conçue comme une proie. De cette société, nous sommes tous comptables.

Numéro spécial procès des attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015



Une défaite collective ?

La terreur fait entrer la lâcheté dans les mœurs. Nous perdons du terrain sur la question de la liberté de conscience. Un dogme religieux s'applique-t-il désormais, de fait, aux non-croyants ? Alors que la confusion est entretenue en tentant d'effacer les opinions plurielles, y compris celles qui suscitent le rire, au profit d'un droit inexistant à ne pas être offensé, on met d'autres vies en danger. Ce procès, faute de ramener les morts et de réparer les vivants devra purger cette dérive sociétale, car personne ne pourra croire que quelques fanatiques isolés ont pu ainsi semer la terreur

L'humour, l'outil le plus efficace

Charlie Hebdo répète que cette régression est irrecevable, et qu'une liberté, en l'occurrence celle de railler les religions et de les transgresser n'existe que si on l'impose. Les caricatures de Charlie Hebdo représentent la défense des valeurs universelles contre l'obscurantisme et le radicalisme religieux, et rappellent que la liberté est inaliénable. L'humour est l'outil le plus efficace pour briser les tabous, et ne souffre aucune censure.

La liberté d'expression est un sport de combat, comme l'affirme Riss.

Nous sommes de ce combat aux côtés de Charlie !

Evelyne Bordet

Le racisme décomplexé

Danièle Obono. La députée LFI a été présentée en esclave par Valeurs actuelles. Un exemple de la dérive vers la droite extrême du débat politique.

Sous couvert de fiction, l'hebdomadaire Valeurs actuelles a publié un récit où la députée de la France insoumise, Danièle Obono, est dépeinte en esclave, nue, chaîne au cou. Cette publication a suscité une vague d'indignation et une condamnation unanime de la classe politique. Ainsi, Ian Brossat, porte-parole du PCF, « révolté par ce racisme », a immédiatement dénoncé un « esprit particulièrement pervers pour imaginer une telle chose ».

Certes l'hebdomadaire qui a fait homme de l'année Eric Zemmour, à maintes reprises poursuivi et condamné pour incitation à la haine raciale, a présenté de vagues excuses. Mais le polémiste a pu, sur la chaîne de droite extrême CNews, continuer de déverser un flot de mensonges crapuleux contre l'élue LFI.

La dérive vers la droite extrême

Aujourd'hui, les racistes se croient vraiment tout permis. D'autant plus que les cris poussés à cette occasion font plutôt penser à des larmes de crocodiles. Faut-il rappeler que le président de la République a accordé une très longue interview à Valeurs actuelles lors d'un retour de La Réunion en déclarant : « C'est un très bon journal » ? Doit-on rappeler la rencontre avec Philippe de Villiers suivie par un photographe et un seul journaliste de Valeurs actuelles ? Un journal où ont également défilé Marlène Schiappa, Gérald Darmanin, Jean-Michel Blanquer...

La fiction raciste et xénophobe publiée par Valeurs actuelles montre bien combien est grave la dérive toujours plus à droite des débats politiques nationaux. La volonté présidentielle de rejouer en 2022 le même second tour qu'en 2017 n'y est pas pour rien. Et l'extrême droite comme Valeurs actuelles l'ont très bien compris.

René Granmont

« Ensauvagement » : sémantique ou idéologie ?

Insécurité. Lors d'une interview au Figaro, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, déclarait « il faut stopper l'ensauvagement d'une partie de la société », provoquant aussitôt une polémique.

Certes un ministre de l'Intérieur est comptable de l'insécurité du pays. Mais le terme d'« ensauvagement » utilisé par Gérald Darmanin n'a rien d'anodin. Le terme de « sauvage », tout d'abord synonyme de rétif à la civilisation, devient dès le XII^e siècle une insulte xénophobe et cible les étrangers, assimilés à des peuples sous-civilisés. Les récents discours politiques font référence à cette notion. De Jean-Pierre Chevènement en 1999, alors ministre de l'Intérieur, qui qualifie de « sauvages » les mineurs récidivistes à Bernard Cazeneuve en 2016, autre ministre de l'Intérieur, qui traite de « bande de sauvages » les assaillants de policiers dans une voiture, sans parler des « racailles » à nettoyer au karcher de Nicolas Sarkozy, l'idée que l'insécurité vient d'une bande d'excités incontrôlables qu'il faut mater parcourt toute la classe politique. Le terme « ensauvagement » apparaît alors chez les théoriciens de l'extrême droite et est associé à l'immigration. Dans son livre *La France Orange mécanique*, publié en 2013, Laurent

Obertone dénonce « l'ensauvagement d'une nation ». Pour lui, la montée des actes violents serait la conséquence du « laxisme judiciaire » et de « l'immigration massive ». En 2018, la présidente du Rassemblement national avait organisé à l'Assemblée un colloque baptisé *De la délinquance à l'ensauvagement*, en présence d'Obertone.

L'utilisation du mot « ensauvagement » par le ministre de l'Intérieur n'est donc pas innocente.

Contrairement à ce que dit Jean Castex, il ne s'agit pas simplement de « trancher des débats sémantiques » en récusant ce terme. C'est un élément récurrent du discours de Marine Le Pen. Il recouvre une idéologie d'extrême droite assimilant l'évolution de l'insécurité à la présence d'étrangers indésirables. Le préfet de Mayotte, Jean-François Colombet, n'a d'ailleurs pas hésité à faire clairement l'amalgame entre délinquance et immigration.

Anne-Marie Delcamp

Violences conjugales, où en est-t-on ?

Bilan. Il y a un an se tenait le Grenelle contre les violences conjugales. Plusieurs mesures avaient été annoncées et des moyens engagés. Que reste-t-il aujourd'hui de ces engagements très médiatisés ?

La nouvelle ministre en charge de l'Égalité femmes-hommes, Elisabeth Moreno, a choisi un an après de réunir les groupes de travail mis en place en 2019 ainsi que sa prédécesseure, Marlène Schiappa afin de montrer que les violences faites aux femmes restent une préoccupation du gouvernement. Le cabinet de Mme Moreno assure que le but est d'évaluer le déploiement des mesures annoncées mais aussi d'en proposer de nouvelles.

Des avancées ...

Le Grenelle aura permis de faire voter la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales, dans sa version définitive le 16 juillet 2020. Retardée pour cause de crise sanitaire, cette loi pose les jalons d'une meilleure lutte contre les violences faites aux femmes. Entre autres avancées notables, on parle du harcèlement conjugal et du « suicide forcé » davantage punis. Pour éviter de confronter la victime à son agresseur, la médiation familiale

pourra être évitée. L'autorité parentale, le droit de visite et d'hébergement du conjoint violent peuvent être suspendus et les armes confisquées dès le dépôt de plainte. Le traçage numérique est sanctionné sans le consentement de la victime et les médecins sont désormais autorisés à déroger au secret médical.

... et des freins majeurs

La mise en place des « bracelets électroniques » est également très attendue. Promise pour le mois de septembre, la mesure reste floue du fait que le vote date déjà de décembre et que le projet date lui de 2012...

De plus, les budgets alloués à la « grande cause du quinquennat » sont loin de faire l'unanimité. Trois rapports* publiés cet été pointent les faiblesses des moyens engagés alors que c'est l'une des promesses les plus importantes du Grenelle. Le rapport démontre clairement que le milliard promis correspond en fait à des budgets déjà existants et redistribués soumis à des autorisations



Intervention d'Elisabeth Moreno, ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, lors du premier anniversaire du Grenelle contre les violences conjugales.

d'engagement. Les crédits de paiements nouveaux s'élèvent en réalité à 557 millions.

Enfin, il reste à connaître le devenir de toutes les autres mesures annoncées : la formation des policiers et des juristes, des référents sur les violences conjugales dans chaque commissariat, des

tribunaux spéciaux pour accélérer les procédures, l'éviction du conjoint violent du domicile plutôt que de la victime...

*Les trois rapports cités sont le rapport sénatorial (PCF et LR), le rapport du Haut Conseil à l'égalité et le rapport de la Fondation des Femmes.

© Image extraite reportage Dajlimon site du gouvernement

F.S

« La Belle Aude » ... brise la glace !

SCOP. Avec une détermination sans faille, les ex-salariés de Pilpa ont mis leur savoir-faire en commun pour sauver « la Fabrique » de glaces et de sorbets.

Tout commence le 6 juillet 2012 avec l'annonce de la fermeture de l'usine Pilpa par le groupe R&R Ice-cream à Carcassonne, mais c'était sans compter sur la ténacité des employés, qui après un an et demi de combat syndical créent la Scop « La Belle Aude ».

Après plusieurs plans de sauvegarde rejetés, des assignations en justice, de nombreux refus des banques, les salariés

ont utilisé leurs indemnités de licenciements et ont obtenu des aides financières (Crédit Coopératif, Région Languedoc-Roussillon, Socoden). Ils ont pu garder à la fois l'implantation de l'usine et les outils industriels (turbine à glace, remplisseuse automatique...).

Aujourd'hui, cette détermination commune permet aux 30 coopérateurs d'apporter un confort social, à travers les salaires et les conditions de travail. Ils sont les acteurs de leur entreprise, ils décident collectivement de leur avenir.

Les glaces et sorbets sont vendus dans les supermarchés en France et sont présentés comme desserts dans de nombreux restaurants. Ces glaces, haut de gamme, sont fabriquées exclusivement à partir de produits locaux.

Les 2391 Scop françaises ne regroupent que 53 000 salariés coopérateurs mais permettent de nourrir l'espoir d'un partage plus équitable du travail et des revenus pour le plus grand nombre.

L'appropriation de l'outil de travail par les salariés apporte une véritable démocratie.

Joëlle Allemand



Bains

ÉTÉ/HIVER

de St THOMAS

SOURCES
NATURELLES
d'EAUX
CHAUDES

10h à 19h40 et de 10h à 20h40

FONTPEDROUSE -

Tél. 04 68 97 03 13

www.bains-saint-thomas.fr

Macron fait la leçon

Liban. Le chef de l'État français semble nostalgique des accords Sykes-Picot de 1916 qui ont vu, à l'époque, la France et l'Angleterre se partager le Moyen-Orient.

Dans la continuité du style post-colonial de sa première visite, Emmanuel Macron s'est de nouveau rendu au Liban. Alors que le pays s'enfonce dans la faillite, provoquée par une crise profonde et multidimensionnelle, la classe dirigeante s'efforce de survivre voire d'en sortir renforcée. Depuis plusieurs mois, le Liban est confronté à une paralysie économique et financière aggravée par la pandémie de Covid-19. L'effondrement de la livre, la destruction de l'appareil productif et des infrastructures résultent de la corruption, de la gabegie de dirigeants politiques prédateurs et sectaires. L'explosion dévastatrice du port de Beyrouth qui a détruit une partie de la capitale témoigne de cette incurie. Partout la pauvreté extrême s'accroît tandis que les couches moyennes sont laminées. Pour contrecarrer la colère sociale qui ne cesse de s'exprimer, le système en place joue des rivalités confessionnelles, intensifie les dérives autoritaires de l'État et la répression des manifestations.

Une volonté d'imposer sa solution

S'appuyant sur la détresse de la popula-

tion et son désir de changement profond, Emmanuel Macron qui cherche à retrouver une influence au Moyen-Orient, multiplie les ingérences. Il a appelé de ses vœux la constitution d'un gouvernement d'« unité » nationale afin d'entreprendre les réformes austéritaires exigées par les institutions financières internationales dont le FMI. En dépit de ses proclamations pour bousculer l'appareil politique, Emmanuel Macron tente de consolider un système criminel que le peuple libanais rejette massivement. Des milliers de manifestants ont dénoncé cette collusion entre Paris et la classe dirigeante.

Une même visée à Bagdad

Le voyage à Bagdad relève de la même logique. En provenance de Beyrouth, où il était venu indiquer aux Libanais la voie à suivre pour l'avenir, Emmanuel Macron était à Bagdad pour affirmer son soutien à la « souveraineté » de l'Irak face aux « ingérences étrangères ». Il a également assuré que la France continuerait à « agir aux côtés » de l'Irak dans la lutte contre les djihadistes, laquelle « n'est pas terminée même si nous avons vaincu le califat » du groupe « État Islamique » (EI) en 2017. Le rejet par la population



Emmanuel Macron renforce la présence française au Liban et soutient un régime qui ne sert pas l'intérêt du peuple.

irakienne de la présence américaine, permet ainsi au chef de l'État français de tenter de remettre en selle la France et l'Europe dans cette partie du monde où les USA sont totalement disqualifiés. De plus en condamnant les ingérences étrangères en Irak, il cible à la fois Téhéran, mais aussi Ankara, dont les troupes occupent le nord de l'Irak, d'où elles lancent des raids meurtriers contre les groupes armés kurdes du PKK, lâchés par l'Occident.

Dans ce jeu de dominos, Macron cherche à renforcer la présence française au Moyen-Orient, en soutenant des régimes qui sont loin d'être exemplaires et qui ne servent pas les intérêts de leurs peuples. De même, il a été étrangement silencieux sur la question palestinienne, alors qu'Israël ne cesse de grignoter les territoires palestiniens et asphyxie la bande de Gaza.

Roger Rio

Deux pays membres de l'Otan s'affrontent en Méditerranée orientale

La Grèce et la Turquie sont en désaccord sur la limite de leurs eaux territoriales. À cet endroit, les fonds de la Méditerranée recèlent des réserves de gaz très importantes. On parle de 3.000 milliards de mètres cubes, de quoi attirer toutes les convoitises. La rivalité historique de ces deux pays est relancée. Étant tous deux membres de l'OTAN, un accord pourrait être trouvé.

Ce n'est pas le cas. Une position commune européenne est rendue très difficile par les intérêts commerciaux divergents de la Turquie et de la Grèce. Si officiellement, les 27 pays de l'Union Européenne préparent des sanctions contre la Turquie, la chancelière Angela Merkel a les yeux fixés sur les intérêts économiques allemands. Jusqu'en 2019, la Turquie d'Erdogan était le premier client de l'industrie allemande d'armement. La France pressée de conclure des accords de vente de frégate avec la Grèce représente un appui pour ce pays.

Les hydrocarbures n'expliquent pas tout dans ce conflit. Erdogan voudrait faire de la Turquie la puissance musulmane navale de la Méditerranée Orientale. Il puise son inspiration dans la politique de l'empire ottoman. La Grèce de son côté cherche à s'appuyer sur les forces ultra nationalistes pour masquer ses problèmes sociaux. L'Otan et l'Union Européenne voudraient ouvrir la négociation pour éviter une guerre ouverte. Encore faudrait-il que les parties concernées y mettent de la bonne volonté.

Ève Gerbault

Trump le sauvage

États-Unis. Après quatre années d'une politique écocide et antisociale, Trump semble fébrile à l'approche des Présidentielles.

À cinq semaines de l'élection présidentielle, le président américain, candidat à sa réélection, est dans tous ses états face à l'opposition démocrate dont le candidat est Joe Biden. La mandature de Trump a été marquée par un travail de sape sur le plan écologique et social, avec des lois et décrets aux

lourdes conséquences. Il délégitime les manifestations populaires et met les mesures gouvernementales anti-racistes au placard.

Les plus grandes zones de nature sauvage intactes restantes du pays sont déclassées des zones de terres fédérales pour être exploitées par l'industrie extractive. Les usines polluantes sont implantées dans les zones d'habitation de populations défavorisées. La police tyrannise ces populations alors que ses fondations sont partiellement financées par les groupes Chevron, Shell et Wells Fargo (une des banques qui investit le plus dans les énergies fossiles).

Sape et corruption n'y suffisant pas, le candidat républicain s'applique à diaboliser les démocrates à coups de mensonges et théories du complot. Le pompon, c'est sans doute son conseil aux Américains de voter deux fois pour saboter le vote par correspondance. Voter deux fois, c'est illégal bien sûr. Mais depuis janvier les faits sont têtus : les compilateurs de sondage donnent Biden en tête avec un écart de 4 à 10 points.



Une politique destructrice dans tous les domaines.

Veronika Daae

De coups de théâtre en coups de tonnerre !

Séance C.U. Perpignan. L'ordre du jour du conseil communautaire du 3 septembre portait principalement sur l'élection des conseiller.e.s au sein de l'Office HLM, l'ADE* ou le SYDETOM 66*, dans lesquels la C.U. prend une grande part des décisions. Le poids du RN dans ces organismes était également en jeu.

Pour le logement, les élections concernaient 6 représentants de la communauté urbaine (C.U.) à l'Office HLM et 4 à la SA HLM Habitat. Le rassemblement National présentait deux candidats à ces deux organismes, Louis Aliot et son adjointe au logement, alors qu'il pouvait en placer bien plus, preuve d'une docilité à l'égard de la Présidence de la C.U.

Les enjeux de ces élections étaient forts

Les politiques de construction de logements, de mixité, de rénovation, d'attribution de logements... sont déterminées dans ces structures. De plus, les élu.e.s auront à travailler une fusion entre bailleurs, imposée par la Loi ELAN de fin 2018. Et comme le rappelait Jean Vila, maire et conseiller communautaire, « toutes les pistes n'ont pas sérieusement été étudiées, notamment le rapprochement avec l'Office départemental HLM, dont a la responsabilité le conseil départemental des P.-O. ».

L'issue des scrutins demeurait incertaine

La droite avait décidé de s'écharper au 1^{er} tour, avec les maires de Canet, du Barcarès, du Soler, de Peyrestortes, R. Vila et J.-M. Pujol, candidats pour l'Office HLM. Résultats, le RN sort vainqueur avec 48 voix pour L. Aliot et 50 pour son adjointe. C'est bien plus qu'à l'élection du Président, en juillet dernier, où L. Aliot avait obtenu 30 puis 33 voix. Et cela correspond au total des voix du groupe RN (31 élu.e.s) et des 18 voix pour A. Ferrand, comme par hasard.

Lors du second tour pour les deux postes restants, A. Ferrand se désistait après avoir été balayé, tandis que les maires de Canet, du Soler et J.-M. Pujol maintenaient leur candidature, sous l'oeil du RN qui allait faire basculer l'élection. Au final, J.-M. Pujol était battu à deux reprises. C'est un échec cuisant.

Pour le SYDETOM 66, l'élection des 14 représentants

s'est jouée à une voix près pour L. Aliot, qui est battu malgré ses 51 voix. A l'inverse, il siègera désormais à l'ADE.

A l'évidence, certains maires de la C.U. ont encore voté RN et ont décidé de faire la peau à J.-M. Pujol, sous le regard intéressé du Président Robert Vila, qui est allé jusqu'à présenter des élus de son entourage face à l'ancien Président de la C.U.

Combien de temps cette stratégie de la Présidence de la C.U. durera t-elle, d'autant qu'elle ne dispose que d'une majorité déjà mince et fragilisée par les connivences entre RN et certains élus de droite proches d'A. Ferrand, eux-mêmes en guerre ouverte avec les proches de J.-M. Pujol et ceux de R. Vila ?

C.B.

ADE : Agence de développement économique

SYDETOM : Syndicat départemental de transport, de traitement et de valorisation des ordures ménagères

Ils peuvent travailler mais pas se loger

Banyuls-sur-Mer. Le maire de Banyuls, Jean-Michel Solé, interdit aux vendangeurs de se loger au camping municipal.

Les viticulteurs de Banyuls-sur-Mer sont en émoi. Le maire a interdit au camping municipal (et nous en avons la preuve) d'accueillir les vendangeurs venus de l'étranger, et parfois de fort loin, pour cueillir le raisin dans un vi-

gnoble escarpé aux difficultés légendaires. Ils auraient, paraît-il, fait du bruit. Curieux prétexte puisque l'interdiction a eu lieu avant qu'ils y pénètrent. Les aires de stationnement pour camions et camping-cars étant de plus inexistantes dans Banyuls, ces travailleurs sont non seulement obligés de dormir dans les engins qui les ont véhiculés s'ils en ont, mais ils doivent en outre incessamment se déplacer pour ne pas gêner la circulation.

Et dire qu'au début du siècle passé la population de Banyuls montait à pied jusqu'au col de Banyuls avec les mulets décorés pour accueillir les vendangeurs venus d'Espagne, eux aussi à pied, et redescendait avec eux au village en faisant la fête. Les temps ont bien changé.

Y.L.



Les vignobles escarpés de Banyuls-sur-Mer.



Les bénévoles en pleine distribution.

Rentrée scolaire, le Secours populaire mobilisé

Ce n'est pas moins de 57 bénévoles du Secours populaire des Pyrénées Orientales qui, la semaine dernière, ont collecté des fournitures scolaires dans les magasins Auchan et Cultura, afin d'alléger le budget des ménages en difficulté et d'assurer la possibilité pour tous les enfants de suivre leur scolarité dans de bonnes conditions. Ainsi, classeurs, feuilles perforées, pochettes plastifiées, cahiers, papiers à dessin, ardoises, feutres, stylos, ciseaux, seront redistribués à des familles en difficulté ne bénéficiant pas de l'allocation de rentrée scolaire.

J.P

Visa Off, la CGT affirme son attachement à la culture, à l'information et aux luttes



Grande réussite cette fois, lors du vernissage de l'expo. 70 personnes présentes, des prises de parole offensives de Michel Chabasse et de la représentante du SNJ CGT, ainsi que de notre amie Mélina (collaboratrice au TC), dont les photos savamment sélectionnées, retraçaient les luttes des postiers 66 (plus de 6 mois de conflits) et celles des cheminot de l'année 2018 contre la réforme et le pacte ferroviaire. Magnifique. Une autre exposante, Catalane de Lille, proposait des clichés étonnants où le « vivant » (personnage réel, seul) explore et interroge le « mort » (ruines industrielles énigmatiques qui ont perdu la vie, les vies et les savoir-faire. À voir au Campus Mailly.

Le gouvernement enterre le monde d'après

PCF 66. Une conférence de presse de rentrée pour dénoncer un plan de relance à cent milliards pour sauver les actionnaires et les intérêts des multinationales.

Lors de sa conférence de presse de rentrée, le Parti communiste des Pyrénées-Orientales a commenté sans aucune concession, le plan de relance du gouvernement : « C'est un marché de dupes... Un plan qui ne déroge pas aux vieilles recettes de la droite traditionnelle et qui enterre le monde d'après » a déclaré Nicolas Garcia, secrétaire départemental du PCF. Un plan à cent milliards dont la plupart va bénéficier aux entreprises dans des exonérations de charges, 40 milliards d'exonérations sur l'impôt de production ira à l'industrie. Un « plan » qui s'appuie bien plus sur les dogmes de la compétitivité que sur d'éventuelles relocalisations au nom de l'indépendance industrielle. Pour le PCF ces mesures ressemblent à s'y méprendre au CICE de François Hollande qui à ce jour n'a fait que produire des suppressions d'emplois et des

licenciements, profitant à la spéculation.

Le PCF ne désarme pas, la gauche doit être unie !

« Quand, dans l'histoire de France, la droite a été capable de proposer des mesures pour satisfaire les besoins sociaux ? Jamais ! », a martelé Nicolas Garcia. La crise économique qui s'incruste doit aussi interpellier la gauche dans la perspective des élections départementales et régionales. Pour la direction du PCF il y a des erreurs à ne pas refaire et, dans l'immédiat, il faut répondre concrètement aux attentes des Français qui subissent frontalement cette crise systémique du libéralisme. Le PCF propose notamment des mesures pour l'emploi et les conditions de travail, susceptibles



N. Garcia et F. Fiter.

de faire repartir l'économie réelle : La réduction de temps de travail ou bien encore la retraite à 60 ans pour libérer l'emploi des jeunes. Pour Françoise Fiter, conseillère départementale, « il faut aussi anticiper les prochaines élections régionales et départementales qui pourraient basculer à droite et à l'extrême droite, si la gauche avançait dispersée. » Des élections d'autant plus importantes que rien n'a été prévu dans le plan de ce gouvernement pour aider les collectivités à prendre part à cette relance. Nous sommes décidément bien loin des déclarations d'intention du Président Macron qui au plus fort de la pandémie saluait le rôle essentiel joué par ces agents de première ligne, s'est insurgé le PCF.

Philippe Galano



Vire Vire à Paulilles

Dessin in situ de Vincent Desplanche, Urban sketchers, communauté de « dessinateurs-croqueurs ». « Nous montrons le monde de dessin en dessin »

Les 5 et 6 septembre 2020, le patrimoine Maritime Méditerranéen à l'honneur à Paulilles !

Le public est venu admirer les barques à voiles latines, barques à rames dites « llagur de rems » à quai, en mer...

Plus d'articles sur le site www.letc.fr

suivez-nous sur



100 ans du Parti communiste français

Bus à 1€ et RER Catalan

Initiatives communistes. Après avoir proposé et obtenu la création du bus à 1€ en 2008 dans le département des P.-O. les communistes ont élaboré le projet d'un RER catalan.

Les communistes ne se contentent pas de dénoncer ce qui va mal. Ils font des propositions, élaborent des projets et parfois les font aboutir. Dans notre département c'est grâce à la proposition des élus communistes que le conseil général (aujourd'hui conseil départemental) a décidé en 2008 la création du bus à 1€ qui connaît

depuis lors un franc et massif succès. Jean-Louis Alvarez, conseiller général communiste qui a fortement contribué à cette initiative, explique la démarche et les raisons du succès. « Avant cela, les tarifs de bus étaient liés aux distances parcourues ; qui habitait loin payait cher. Et les bus aux trajets chers roulaient vides. Ceux qui faisaient des trajets courts, bon marché, étaient pleins. Nous avons pensé à mettre en œuvre une unification permettant que les bus soient accessibles à tous. Pour un coût global de 5 Millions nous avons 400 000 trajets à 2€ soit en rentrée de 800 000 €. Avec le bus à 1€ nous avons atteint 2 millions de passagers, soit une rentrée totale d'argent de 2 millions. Et donné ainsi satisfaction à de très nombreux usagers. » Ce qui prouve que le conseil général d'alors, présidé par Christian Bourquin avait eu raison d'être sensible à cette proposition et de l'adopter. Ce

succès a attiré l'attention d'élus d'autres départements qui sont venus s'informer sur sa viabilité. Dans la foulée, Christian Bourquin, alors président de la Région Languedoc-Roussillon a aussi obtenu que des places de train à 1€ soient réservées dans les trains régionaux, mais jusqu'ici elles restent contingentées et délivrées seulement sur Internet.

Et pourquoi pas un RER catalan ?

Dans le même esprit la fédération communiste des Pyrénées-Orientales, inspirée par le projet national du PCF qui réclame la gratuité des transports, a lancé l'idée d'un RER catalan et travaillé activement ce projet qu'elle entend faire connaître et soumettre au public le plus large. Un document très détaillé et solidement argumenté a été publié. Il est présenté ainsi : « L'idée est d'aboutir à un projet qui fasse consensus entre tous

les acteurs du territoire afin que notre département devienne pilote dans le transport ferroviaire fret et voyageurs (y compris scolaire) pour montrer sa viabilité comme alternative à la route. » Le RER catalan, ce sont des trains gratuits ou très bon marché, modernes, entretenus, réguliers et fréquents, transportant des voyageurs, y compris les scolaires du collège à l'université, avec un positionnement transversal des bus de la région, pour créer des nouvelles liaisons qui n'existent pas aujourd'hui et pour ne pas rouler parallèlement au rail ... L'avenir du département passe par le développement du transport ferroviaire voyageur et fret sur l'ensemble du territoire. La majorité du conseil départemental a décidé d'en faire un des trente axes majoritaires de sa politique et de l'intégrer au plan État-région. Un projet à découvrir, discuter et ... faire aboutir.

Yvette Lucas



Le bus à 1€ mis en place par le conseil départemental désormais compétence de la Région.

La rentrée dans nos écoles, avec masques et sans moyens nouveaux

Premier degré. D'un côté, le ministre Blanquer se multiplie dans les médias. De l'autre, les professeurs des écoles sont rentrés, assument, et se « décarcassent » dans cette période étrange de retrouvailles et de difficultés pour relancer la machine.

Jean-François Noguès, secrétaire du Snuipp 66, s'explique : « Cette rentrée est hors norme. Chacun a pu s'en rendre compte. Le contexte n'est pas facile, à cause du virus et de la longue période de séparation des élèves d'avec l'école. Et nous faisons comme nous pouvons, du mieux qu'on peut. Des consignes administratives succèdent aux consignes, des obligations disparaissent, s'adaptant au réel. Par exemple, se croiser dans les couloirs n'est plus interdit et le brassage est autorisé. Mais, les difficultés demeurent. Nous demandons un temps plus long de prérentrée pour bien se préparer. Nous n'avons eu qu'une seule journée ! Habituellement, nous en avions deux. Les collègues sont donc venus avant, pour faire le travail néces-

saire (traçage, commandes, contact avec les élèves « décrochés »...). Et il poursuit : « Malgré tout, il semble que tous, élèves et professeurs, soient contents d'être là, de retrouver des habitudes, des activités, des relations amicales ou professionnelles », rappelant le travail inédit et inventif pendant la période de confinement qui n'a jamais cessé, épuisant et difficile parfois, ce travail en distanciel de relations humaines et scolaires avec les élèves et leurs familles. « Il y a aujourd'hui des élèves qui n'ont cessé d'être scolarisés (enfants d'infirmiers par exemple), ceux qui ont suivi avec constance l'enseignement à distance, appuyés par leurs familles, et les « décrochés ». Nous préférons ce terme à celui de décrocheurs car les enfants ne

sont pas responsables ».

Manques de moyens et de reconnaissance, dans l'action le 17

Au plan départemental, le Conseil technique spécial départemental (CTSD) a ajusté et décidé de 4 fermetures de postes, tous en maternelle et dans des villes de plus de 5 000 habitants, a prononcé 6 ouvertures nouvelles et en a confirmé 3. « C'est très faible par rapport aux besoins réels. Les effectifs sont calculés sur des moyennes dans les écoles. Au dessus de 26 de moyenne, nous demandons une ouverture. Nous n'avons rien obtenu. Il y aura donc de nombreuses classes, dans le département, à 30 ou 31 élèves. Et ça, c'est

insupportable » déclare ainsi le syndicat. A ce mécontentement local s'ajoute le niveau des salaires, toujours en régression, l'un des plus bas dans les pays d'Europe, le fameux jour de carence, les pressions administratives perpétuelles, les demandes de comptes-rendus, les statistiques et dernière demande en date, ministérielle, de faire passer dans les 15 jours, des évaluations nationales standardisées ! Une pétition intersyndicale conteste ces évaluations anachroniques et peu justifiées. Trop, c'est trop, pense le syndicat majoritaire : « Le 17, nous appelons à la lutte, à la grève quand cela est possible, à l'action. Nous serons dans la rue avec l'ensemble des syndicats départementaux ».

Michel Marc

Exigences sanitaires contre manque de moyens

À Vernet-Les-Bains comme ailleurs, la rentrée scolaire s'est faite sous le signe de la lutte contre la pandémie de covid-19. Le personnel enseignant et non enseignant s'efforce d'appliquer les protocoles sanitaires demandés. Mais comment faire respecter la distanciation physique avec 20 ou 22 élèves par classe ? Il faudrait pousser les murs ou recruter du personnel supplémentaire comme dans d'autres pays européens. A la cantine, il faudra choisir entre respecter le protocole sanitaire et n'accueillir que la moitié des inscrits ou accueillir tout le monde, mais sans pouvoir satisfaire aux normes sanitaires exigées.

En Català



Escombrem!

- Saps què? Si parléssim un poc de rugbi, per canviar del coronadellonsis?
- Quan dius rugbi, vols parlar del quinze, del tretze, dels famosos "dos rugbis"...
- Sis plau! Deixa estar aquest humor... ja saps lo que vull dir, l'USAP acaba de fer el seu primer partit contra Biarritz i dissabte Mont de Marsan serà a Aimé Giral.
- I doncs, que vols comentar precisament? El fet que un jugador sigui positiu? O bé que com que el nostre departament ha passat a ser vermell ja només hi posen haver cinc mil espectadors i no vuit mil...
- Plega ja de prendre-me el pel! Que lo de l'USAP és cosa seriosa!
- Bé, bé, tranquil! I doncs què? Vàrem perdre i hem de guanyar oi?
- El cas és com vàrem perdre i què hem de fer per guanyar.
- A Biarritz tothom està d'acord per dir que durant la primera part no vàrem gairebé ni jugar, i que la segona part ens hi vàrem posar...
- Ja és molt que no te senti a dir que "vàrem guanyar" la segona part! Cosa que m'emprenya i és de què volia parlar: un partit de rugbi dura vuitanta minuts i el que té més punts és el que ha guanyat i prou.
- No impedeix que es pugui fer més o menys bé durant...
- Res d'això! No és pas com al tennis per exemple on es compten els sets. A Biarritz si que més temps passava i més els adversaris eren clarament cansats, alguns ja plens de rampes, i si el partit hagués durat més...
- Ts! Ts! recorda lo que acabes de dir: un partit dura vuitanta minuts, ara no m'expliquis lo que hagués passat al cap de dues hores!
- Molt bé, amb això me cal callar... l'altre cosa que volia comentar és el fet que, com malauradament massa sovint, uns i altres vulguin donar la culpa a l'àrbitre pel resultat.
- És segur que quan fas tantes faltes no pots guanyar; en francès diuen que "cadascú ha d'escombrar davant de la seva porta"

Doncs afanyem-nos d'escombrar el coronadellonsis, el rugbi ja l'arreglarem.

Perpignan

Comédie des K'Talents. Du 10 au 19 septembre à 20h30. **Quand le clown rencontre le flamenco.** De 14 à 17 €. Infos : www.lacomediadesk-talents.com.

Maison de la Catalanité. Du 19 au 20 septembre à 09h. Exposition de peintures de **Suzanne Ferrer**. Gratuit.

Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine. Du 19 au 20 septembre à 10h. Visite de l'atelier. Gratuit.

Banyuls-sur-Mer

Église Saint-Jean-Baptiste. **Dimanche 13 septembre à 17h.** Jazz avec **Les amis d'Alain Marinaro**. **Hommage à Louis Armstrong** par **Eric Le Lann** à la trompette et **Paul Lay** au piano. 12€

Céret

Lumière d'encre (47, rue de la République). Du 12 septembre au 24 octobre de 10h à 18h. Expo « **Volonté Majeure** ». Gratuit. Le 15 septembre à 19h. Expo « **Les observatoires géographiques de paysages** ». Gratuit. Info www.lumieredencre.fr.

Ille-sur-Têt

La Fabrica. Les 11 et 12 septembre à 19h30. Le **Ciné - poche**, dîner-spectacle. 20 €. Réservation 09.83.82.12.46 ou lafabrica@wanadoo.fr.

Maureillas

Foyer municipal. **Samedi 12 septembre à 17h.** Concert jazz avec **Les amis d'Alain Marinaro, Eric Le Lann**, trompette, **Paul Lay**, piano, dans un **hommage à Louis Armstrong**. Libre participation.

Rivesaltes

Musée-maison natale du maréchal Joffre. Du 19 au 20 septembre à 10h. Expo « **Joffre à Barcelone** ».

Saint-André

Maison de l'Art roman. Visite du 1^{er} au 15 septembre. Fermé dimanche et lundi. **Mardi 15h-19h** et **mercredi au samedi 9h30-12h30; 15h-19h.**

Dessinateur et combattant antifranquiste

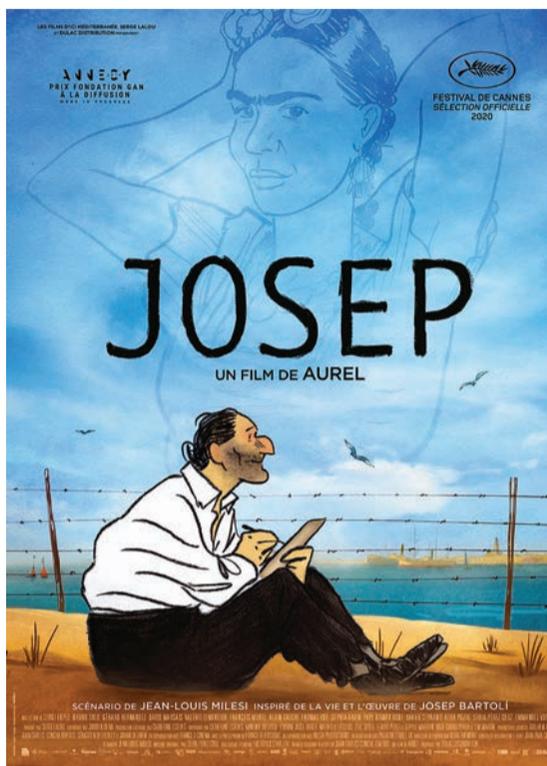
Film. *Josep d'Aurel, émouvant hommage à Josep Bartoli, de la Retirada et des camps jusqu'à New York en passant par le Mexique.*

Quand Aurel, dessinateur de presse, découvre le livre de Georges Bartoli sur la Retirada dans lequel il évoque la figure de son oncle Josep, il s'avoue « bluffé par le travail de Josep, par son œuvre graphique. » Combattant antifranquiste et dessinateur talentueux, Josep Bartoli est contraint à l'exil, enfermé dans un camp dès son arrivée en France, avant d'émigrer au Mexique, puis à New York.

Il aura fallu dix ans pour qu'Aurel concrétise son projet de film sur cette personnalité incroyable « son histoire est énorme, gigantesque, j'étais émerveillé. » L'aide constante de Georges Bartoli, un scénariste épatant (Jean-Louis Milesi), un producteur tout autant (Serge Lalou) ont fait qu'aujourd'hui Josep voit le jour, un film sélectionné à Cannes 2020. Il a également bénéficié du soutien de la Région et du conseil départemental. Pas mal pour le premier long-métrage du réalisateur !

Hommage d'un dessinateur à un autre, plutôt « un film dessiné » qu'un film d'animation. Il dénonce le mauvais accueil fait aux exilés, même si Aurel n'a pas voulu faire un film noir « il faut qu'il y ait de l'espoir, et, dans cette période il y avait aussi des gens humains. » Aurel a retrouvé chez Josep Bartoli ce qui l'anime, lui, en tant que dessinateur de presse, « une vision politique », chez Josep il y avait surtout « le besoin viscéral de dessiner, c'était sa façon de survivre. »

Atout supplémentaire de la réalisation, un casting de rêve, avec les voix de Sergi Lopez, Bruno Solo, François Morel, Valérie Lemercier... et la musique envoûtante de Silvia Perez Cruz.



Une œuvre poignante

La sortie en salle est le 30 septembre. Vendredi dernier, le Castillet le passait en avant-première en présence du réalisateur. Deux séances comblées et beaucoup d'émotion au souvenir d'une période tragique.

Josep, c'est aussi l'histoire d'une amitié entre Josep, l'exilé, et Serge, l'un des gendarmes chargés de la surveillance du camp. L'humanité de Serge atténuera quelque peu la détresse de Josep, confronté, comme ses camarades, au mépris et aux vexations, voire aux tortures de l'administration du camp. Un aspect que le film souligne opportunément.

Le récit est rythmé par les incursions récurrentes des dessins de Bartoli, ils illustrent chaque épisode, lui conférant authenticité et intensité dramatique. Paradoxalement, la dis-

tanciation que permet le dessin entoure cette histoire sombre d'une certaine douceur. Des lignes suggèrent les groupes, les paysages, alors que pour les visages, Aurel a choisi la netteté, taillé à la serpe pour Josep, rondeur de celui de Serge. Peu à peu se fait le passage du noir et blanc à la couleur reproduisant ainsi le parcours artistique de Josep Bartoli, qui, au Mexique, était très proche de Frida Khalo, avant de faire sa vie à New York. Le spectateur est captivé par cette œuvre poignante, plongé dans une période qu'il ne faut pas oublier et qui, de façon criante, renvoie à aujourd'hui. Ce que soulignait Georges Bartoli lors du débat. Il évoquait aussi le « vécu des enfants de vaincus, et qu'il a fallu du temps pour que, de cette défaite, ils fassent une force. »

N.G.

Retournons au ciné...

Effacer l'historique

Avec **Délépinie/Kervern** le délire n'est jamais bien loin. Sous couvert de farce drôle, piquante, acide, ils exhibent un univers déshumanisé où l'individu est broyé par un monde qui le dépasse et sur lequel il n'a plus prise.

Si le récit lambine un peu, on se laisse porter par cette comédie douce-amère à la fois un peu moqueuse mais empathique envers ces anti-héros déjà bien fêlés, perdus dans un monde trop grand pour eux. **Blanche Gardin**, corrosive à souhait, **Denis Podalydès** très crédible en père protecteur paumé et **Corinne Masiero** convaincante en gilet jaune nostalgique.... La référence récurrente au rond-point où nos trois compères, anciens gilets jaunes, se sont rencontrés, n'occulte pas l'isolement et la détresse des êtres. À mi-chemin de la fantaisie nonchalante et du manifeste politique, *Effacer l'historique* nous conduit dans les méandres du rire grinçant qui parfois s'étrangle... Un film à voir comme une fable qui, sous un humour acerbe, nous interroge sur le monde que nous avons façonné.

Evelyne Bordet

STOP aux violences faites aux fe

Visa Off. Exposition sur les violences c
tembre 2020 à La Boîte à Fabrique,

La Boîte A Fabrique c'est l'atelier d'encadrement de L'Établissement Social d'Aide par le Travail L'ENVOL, les travailleurs avec handicap intellectuel (Unapei 66), encadrés de moniteurs Né d'une collaboration entre la maquilleuse nimoise **Faizia Make-Up**, artiste, et la photographe **Dav Csl**, ce projet photographique rend hommage aux femmes victimes de violences de toutes formes (physique, psychologiques, sexuelles). Les modèles, volontaires, ont ainsi souhaité montrer les dégâts et les dommages dus aux violences conjugales. Les images sont crues volontairement. Les regards sont parfois rageurs, parfois soumis, la tête parfois haute, parfois baissée. Le but : exposer à la lumière

crue l'é
qui se c
humili
La pho
la viole
destruc
dans le
tégor o
fois de
observ
En 201
coups c
En 202
recons

Au fil de quelques expos

Visa. En dépit du contexte particulier de cette 32^e édition, la qualité des images ne se dément pas et le public est toujours fidèle.

Visa 2020, c'est une ambiance particulière, exit les soirées qui drainaient des foules, ou les files interminables auprès des expositions, ou les « badgés » déambulant en ville, ou les terrasses bondées jusqu'au petit matin. Pourtant le public reste attaché au festival et s'adapte aux nouvelles conditions. Ainsi il attend sagement au funérarium pour suivre les projections journalières, comme il est très discipliné devant les photos exposées, distanciation oblige.

Les expos, justement, continuent à lever le voile sur ce qu'il se passe en plusieurs points du globe. Des réalités souvent méconnues qui témoignent de l'engagement de photoreporters, de leur volonté de témoigner. On peut être plus réservé sur les commentaires qui accompagnent certaines expositions et qui, trop sou-

vent relève, du formatage idéologique. Ainsi pour le remarquable travail de Sanne Derks sur l'eau à Cuba (église des Dominicains) on peut lire sur le tableau explicatif « *les effets de la pénurie d'eau ont été aggravés par 60 ans de communisme.* » Pourquoi ? L'histoire ne le dit pas, même si le texte fait allusion au blocus (tout de même), ou faut-il considérer comme acquis que le communisme ce n'est pas bon ? Curieusement plusieurs légendes et photos soulignent les efforts du gouvernement pour améliorer la qualité et la distribution de ce bien si précieux qu'est l'eau. Comprenez qui pourra.

Femmes dans le viseur

Vrai coup de cœur les superbes images en noir et blanc de Peter Turnley *Le visage humain du Covid-19 à New York*



Les expositions lèvent le voile sur ce qu'il se passe en plusieurs points du globe.



Photographies extraites des expositions 1- Guerrero, l'État oublié et 2- L'Afrique de Chiba.

(Minimes). Un regard plein d'empathie, une démarche profondément humaniste, solidaire. Le photographe part à la rencontre des autres, veut briser la solitude, donner de l'espoir. Géant.

Beaucoup de photographes femmes cette année et la mise en lumière de situations particulièrement douloureuses que vivent des femmes dans le monde. Chloé Sharrock avec *Sugar girls* (Dominicains) s'attache à ces femmes qui, en Inde, travaillent dans des plantations de canne à sucre et sont victimes d'hystérectomies abusives. Cela enrichit des séquelles, les femmes s'endettent lourdement pour payer l'opération. Les photos montrent ces femmes dans leurs saris colorés, le visage triste, arrimées à leurs travaux épuisants. Cela se passe aujourd'hui !

Très fort également le reportage d'Axelle de Russé sur des femmes qu'elle a suivies à leur sortie de prison (Minimes). Le summum de la misère et du désespoir.

Sans oublier les quatre photographes américains qui ont couvert les manifestations après le meurtre de George Floyd aux USA (*I can't breathe*, Minimes), ou la vision de l'Afrique du japonais Yasuyoshi Chiba (Minimes). Spectaculaires, aussi, les immenses images en couleur qui vous accueillent dans la cour de l'église des Dominicains. Signées Sarah Canon, elles parlent de la disparition annoncée d'un peuple, les Mohana.

Et toutes les autres, elles sont vingt cette année en quatre lieux à voir tous les jours de 10h à 20h jusqu'au 13 septembre, et le week-end du 25 et 27 septembre.

Nicole Gaspon

On s'évade avec Jazzèbre

Festival. Du 25 septembre au 18 octobre, la 32^e édition de Jazzèbre sera une invitation à voyager dans l'originalité et la tradition du jazz.

Pour ce 32^e festival Jazzèbre, l'équipe a réussi à mettre en place une édition qui invite au voyage tout en tenant compte du protocole sanitaire. Le programme séduira les amoureux du jazz en ouvrant des perspectives de découvertes. Cette année Jazzèbre confirme son identité de festival sans frontières, découvreur de talents, ouvrant les portes d'un voyage dans la culture musicale, du classique aux musiques actuelles.

Dès le 12 septembre, la billetterie sera accessible et tout sera mis en place pour accueillir le public dans les meilleures conditions. L'équipe du festival précise : « *Le covid nous a obligés à remanier le festival concernant les buffets et les sorties. Certains horaires et dates de concerts, à l'Archipel ont été revus.* »

Des rendez-vous conviviaux et originaux

Les perspectives de septembre sont belles ! Traditionnellement, le village d'Eus accueillera le 25 septembre Das Kapital, venu il y a dix ans, avec un nouveau projet nommé *Vive la France*, où ils revisitent la culture musicale française de Lully à Plastic Bertrand...

Le 26, après-midi musical au musée Hyacinthe Rigaud, avant de continuer la balade à Elne avec le duo Synesthesia, une musique où le son se veut évocateur de formes et de couleurs.

Au mois d'octobre le premier rendez-vous sera à Alenya, pour lequel l'équipe jazzèbre confie qu'il s'agit du « *plus vieux partenariat dans le cadre des Vendanges d'octobre avec la mise en avant de la culture régionale.* » Le groupe Gasy Jazz Project, venu de France et de Madagascar propose une musique où se mêlent chants traditionnels, rythmes malgaches et jazz. Courant octobre les soirées s'enchaînent, à la Casa musicale, à l'Archipel, et au Théâtre municipal. Dans ce dernier les 16 et 17 octobre se produiront Renaud Garcia-Fons en duo avec Claire Antonini, et Naïssam Jalal formée au conservatoire de Perpignan, récemment distinguée aux Victoires de la musique.

Sans oublier les rendez-vous rando-pique-niques à Laroque-des-Albères, Port-Vendres et Planèzes. L'occasion de s'offrir une escapade musicale en plein air.

Toutes les informations sur www.jazzebre.com

Priscilla Beauclair

femmes.

Les conjugales, jusqu'au 12 sep-

l'étendue de l'oppression psychologique se cache derrière chaque coup, chaque niliation.

Photographe a ainsi tenu à montrer que violence n'est pas seulement physique. La traction psychique se décèle dans le regard, le port de tête, la main levée pour se proter ou le poing levé pour dire « Stop ! » une de plus à ce cycle de violence trop souvent éré au sein d'un couple.

2019, 149 femmes qui ont péri sous les ps d'un conjoint ou d'un ex-conjoint.

2020, à l'heure actuelle, 64 féminicides sont nsés.

F.S

Biarritz vs USAP : score 21-12, pénalités 12-22 !

Pro D2. Après six longs mois de diète, le championnat redémarrait pour l'USAP qui rencontrait Biarritz. Mais que ce fut laborieux !

Le score final en faveur des Basques (21-12) a été quasiment identique à celui du nombre des pénalités, mais cette fois la balance penchait du côté des Catalans : 22 pénalités pour les sang et or contre 12, le tout s'étant traduit par 3 cartons jaunes à 1 ! Dans ces conditions, quand on confond saine agressivité et indiscipline à répétition, difficile de gagner à l'extérieur. Difficile de vaincre quand on passe un tiers du match à 14, voire 13, contre 15 (même si, en Top 14, Toulouse a failli prouver le contraire contre Clermont) !

La première mi-temps de ce Biarritz-USAP n'a d'ailleurs pas été sans rappeler le scénario du très mauvais match réalisé lors de la rencontre amicale contre Colomiers. Comme si aucune leçon n'avait été tirée de cet échec estival...

La magie du vestiaire

Et puis, miracle du retour dans les vestiaires à la mi-temps, ce fut un tout autre visage que montra l'USAP durant la seconde période. Beaucoup plus agres-

sive, avec un soutien plus présent sur les regroupements, avec des groupés pénétrants dévastateurs, l'équipe catalane avait enfin décidé de réellement entrer dans un match de championnat. Même s'il y eu encore beaucoup de déchets. Ainsi, en fin de match, ces touches à proximité des lignes adverses qui seront sanctionnées par un arbitre très pointilleux, privant ainsi l'USAP d'une possibilité de revenir au score pour décrocher un bonus défensif, voire plus.

Mais, par-delà le résultat purement arithmétique de la rencontre, ce qu'a laissé entrevoir cette seconde mi-temps peut rassurer les supporters catalans pour l'avenir. Face aux inquiétudes exprimées par certains supporters concernant les premières lignes ou la jeunesse de certains joueurs, les quarante dernières minutes du match auront probablement rassuré la plupart d'entre eux.

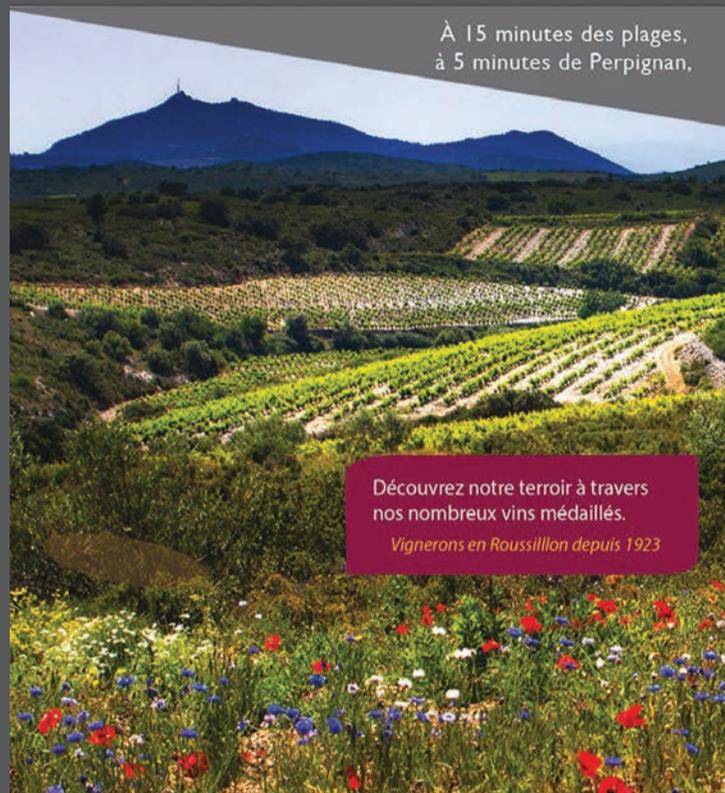
Reste à confirmer samedi 12 septembre à Aimé Giral face au Stade montois.

R.G.

VIGNOBLES
DOM BRIAL



À 15 minutes des plages,
à 5 minutes de Perpignan,



Découvrez notre terroir à travers nos nombreux vins médaillés.
Vignerons en Roussillon depuis 1923

Patrimoine du Roussillon

Renseignements - 04 68 64 22 37
www.dom-brial.com - 14 av. Maréchal Joffre- 66390 BAIAXS

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

Par acte SSP du 10/08/2020, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : Obiseo, Objet social : Achat, vente de tous produits non réglementés. Siège social : 2 rue Raymond de Goltz, 66220 Saint-Arnac. Capital : 2500 € Durée : 99 ans Président : M. Bes Olivier, demeurant 2 rue raymond de goltz, 66220 Saint-Arnac
Immatriculation au RCS de Perpignan

SCI HELENA. SCI en liquidation au capital de 400€, Siège: 30 RUE DES SAUGES CABESTANY 66330 CABESTANY, 503672248 RCS PERPIGNAN. Le 10/08/2020, l'AGE a approuvé les comptes de dissolution, donné quitus de sa gestion au liquidateur, déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Le dépôt légal des actes et pièces relatifs à l'opération dissolution s'effectuera au GTC de PERPIGNAN

QLF, SCI au capital de 10€. Siège: 3 Cami Foundou 66000 PERPIGNAN, 825 174 287 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 22/08/2020 a modifié le capital de 10€ afin de le porter à 375.010€. Statuts modifiés en conséquence. RCS PERPIGNAN

Acte SSP du 28/07/2020, constitution SASU dénommée: LA GOGAILLE. Siège: 20 Rue des Trouvères 66100 PERPIGNAN. Capital: 300€. Objet: Fabrication et vente de plats cuisinés à emporter type food truck. Président: M. Thierry SEDILLIERE, 20. Rue des trouveres 66100 PERPIGNAN. Durée: 99 ans. RCS PERPIGNAN

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Aude XABÉ-POIRIER, substituant Me Philippe SARDA Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à la Résidence "GALAXIE", 51 Avenue du Général de Gaulle - 66000 PERPIGNAN, CRPCEN 66006, le 20 août 2020, a été reçu le changement de régime matrimonial portant

adoption de la communauté universelle par :

Monsieur Jean-Pierre Georges VILAIN, retraité, et Madame Chantal Madeleine Jeanne CARILLON, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à CORCELLES-LES-MONTS (21160) 8 rue de la Haie.

Monsieur est né à DIJON (21000) le 2 mai 1947,

Madame est née à AISEREY (21110) le 8 septembre 1949.

Mariés à la mairie de CORCELLES-LES-MONTS (21160) le 2 janvier 1971 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

JOAN DISTRIBUTION

SARL au capital de 30000 €

Siège social : 83 allée de PROVENCE, MARCHE ST CHARLES, 66000

Perpignan

504 762 592 RCS de Perpignan

L'AGE du 21/07/2020 a décidé de :

- Transférer le siège social de la société 255, avenue Georges Caustier, 66000 Perpignan

- Nommer en qualité de Gérant M. SOBRAQUES Jean-Marc, demeurant 11 bis avenue du Stade, 66600

Rivesaltes, en remplacement de M. SOUBRA Jacques

Modifications à compter du 21/07/2020.

Mention au RCS de Perpignan

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à la Résidence "GALAXIE", 51 Avenue du Général de Gaulle - 66000 PERPIGNAN, CRPCEN, le 27 août 2020, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la SEPARATION DE BIENS par :

Monsieur Abdenour EL GOURARI, Responsable d'Exploitation, et Madame Marjorie Nathalie Fran TARDIEU, Sans Profession, son épouse, demeurant ensemble à GIGEAN (34770) 56 Bis avenue de Montpellier.

Monsieur est né à OUJDA (MAROC) le 21 juin 1990,

Madame est née à AURILLAC (15000) le 17 décembre 1985.

Mariés à la mairie de MONTPELLIER (34000) le 14 mai 2014 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité Marocaine.

Madame est de nationalité Française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.